

**ARRÊTÉ PREFECTORAL
au titre de l'article R.181-17 du code de l'environnement**

Bénéficiaire : EIFFAGE Aménagement

**Aménagement du parc d'activités de la Janais
à Chartres de Bretagne et Saint-Jacques de la Lande
Procédure d'autorisation environnementale**

Prolongation du délai de la phase d'examen

**Le préfet de la région Bretagne
préfet d'Ille-et-Vilaine**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-1 et suivants, R.181-17 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2022, donnant délégation de signature à M. Alain Jacobsoone directeur départemental des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine ;

Vu la décision du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer (DDTM) d'Ille-et-Vilaine en date du 29 septembre 2022, donnant subdélégation de signature à Madame Catherine Diserbeau, cheffe du service Eau et Biodiversité ;

Vu la demande d'autorisation environnementale déposée auprès de la DDTM d'Ille-et-Vilaine par EIFFAGE Aménagement, en date du 5 mai 2022, enregistrée sous le N°B-220505-113759-289-030, concernant le projet d'aménagement du Parc d'activités de la Janais sur les communes de Chartres de Bretagne et de Saint-Jacques de La Lande ;

Vu la demande de compléments du 1^{er} juillet 2022 adressée par la DDTM d'Ille-et-Vilaine à EIFFAGE Aménagement relatif aux éléments techniques à fournir pour compléter le dossier de demande d'autorisation environnementale précitée ;

Vu le courrier d'information du 20 septembre 2022 adressé par la DDTM d'Ille-et-Vilaine à EIFFAGE Aménagement relatif à l'avancement de la procédure de cessation des activités de l'ancien gestionnaire sur le site et des opérations de dépollution des sols ;

Considérant que l'article R.181-17 du Code de l'environnement permet au préfet, par arrêté motivé, de prolonger la durée de la phase d'examen de la demande d'autorisation environnementale, jusqu'à une date qu'il fixe ;

Considérant que le site du projet fait actuellement l'objet d'une procédure de cessation d'activités, portée par le propriétaire précédent ;

Considérant que les opérations de dépollution de sol et de mise en sécurité du site par le propriétaire précédent ne sont pas achevées ;

Considérant que la procédure de cessation d'activités est susceptible d'aboutir à la mise en oeuvre de servitudes sur le site du projet, qui pourraient être de nature à remettre en cause tout ou partie des aménagements projetés ou des mesures envisagées dans le cadre du projet d'aménagement du parc d'activités La Janais par EIFFAGE Aménagement ;

Considérant que le délai de la phase d'examen de la demande d'autorisation environnementale de quatre mois doit être prolongé pour permettre à EIFFAGE Aménagement d'intégrer à sa demande d'autorisation environnementale, les modifications éventuelles nécessaires, suite à la finalisation des opérations réalisées par l'ancien propriétaire du site, dans le cadre de la cessation de ses activités ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet

La durée de phase d'examen de la demande d'autorisation environnementale déposée par EIFFAGE Aménagement concernant l'aménagement du parc de la Janais à Chartres de Bretagne et à Saint-Jacques de La Lande, est prolongée de 4 mois.

Article 2 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est notifié Eiffage Aménagement, sis 11 Place de l'Europe 78140 Vélizy-Villacoublay.

I. – Le présent arrêté est susceptible de recours contentieux par le bénéficiaire devant le tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

II. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné au I.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le Tribunal Administratif de Rennes.

Le Tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérécourts citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

Article 3 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et le directeur départemental des Territoires et de la Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Eiffage Aménagement, publié sur le site INTERNET de la Préfecture pendant une durée de 4 mois.

Fait à RENNES, le

30 SEP. 20

Pour le Préfet et par délégation,
le Directeur départemental des Territoires et de la
Mer et par subdélégation,
La Cheffe du Service Eau et Biodiversité


Catherine DISERBEAU